

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202432]

28 AVRIL 2016. — Décret. — Prêt "Coup de Pouce" (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La Région accorde un crédit d'impôt visé au Chapitre VI aux conditions visées aux Chapitres II à V.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° le prêt : le contrat de prêt à intérêt, au sens des articles 1892 et suivants du Code civil, par lequel un prêteur remet des fonds à un emprunteur contre engagement de remboursement de la part de l'emprunteur et stipulant des intérêts;

2° la date de conclusion du prêt : la date de remise des fonds;

3° l'emprunteur : la P.M.E. ou l'indépendant qui conclut un prêt dans le cadre de ses activités entrepreneuriales ou professionnelles;

4° le prêteur : la personne physique qui conclut un prêt en dehors du cadre de ses activités entrepreneuriales ou professionnelles;

5° l'entreprise : l'entité au sens de l'article 1^{er} de la Recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises, ainsi que les personnes physiques satisfaisant aux mêmes conditions;

6° la P.M.E. : la micro, petite ou moyenne entreprise au sens de la Recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises, indépendamment de sa forme juridique, ainsi que les indépendants satisfaisant aux mêmes conditions;

7° l'indépendant : la personne physique qui remplit les conditions énoncées à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

8° les dettes existantes : les dettes liquides et exigibles avant la date de la conclusion du prêt;

9° le taux d'intérêt légal : le taux d'intérêt défini à l'article 2 de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt;

10° la loi spéciale de financement : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

11° le Code des impôts sur les revenus : le Code du 10 avril 1992 des impôts sur les revenus 1992;

12° la Direction générale : la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Conditions relatives aux parties au prêt*

Art. 3. § 1^{er}. Le prêt est conclu entre deux parties, un prêteur unique et un emprunteur unique.

§ 2. A la date de conclusion du prêt, l'emprunteur :

1° est inscrit depuis moins de cinq ans à la Banque-Carrefour des Entreprises ou à un organisme de sécurité sociale des indépendants dans le cas où une inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises n'est pas obligatoire;

2° a un siège d'exploitation établi en Région wallonne;

3° n'exerce pas une activité ou n'a pas un objet consistant, à titre exclusif ou principal :

a) en la prestation de services financiers au profit de tiers;

b) à effectuer des placements de trésorerie;

c) dans le placement collectif de capitaux;

d) en la construction, l'acquisition, la gestion, l'aménagement, la vente, ou la location de biens immobiliers pour compte propre, ou la détention de participations dans des sociétés ayant un objet similaire;

e) en une société dans laquelle des biens immobiliers ou autres droits réels sur de tels biens sont placés, dont des personnes physiques qui exercent un mandat ou des fonctions visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1°, du Code des impôts sur les revenus, leur conjoint ou leurs enfants lorsque ces personnes ou leur conjoint ont la jouissance légale des revenus de ceux-ci, ont l'usage; et

4° ne fait pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité et ne se trouve pas dans les conditions d'une procédure collective d'insolvabilité.

En outre, si l'emprunteur est une personne morale, elle :

1° est, soit une société à forme commerciale, que son objet soit civil ou commercial, soit une association ou une fondation au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° n'est pas une société qui a été constituée afin de conclure des contrats de gestion ou d'administration ou qui obtient la plupart de ses bénéfices de contrats de gestion ou d'administration;

3° n'est pas cotée en bourse;

4° n'est pas constituée à l'occasion d'une fusion ou d'une scission de sociétés; et

5° n'a pas encore opéré de diminution de capital ou de distribution de dividendes.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, et à l'alinéa 2, 1° à 5°, sont remplies durant la durée du prêt.

§ 3. A la date de conclusion du prêt et durant la durée de celui-ci, le prêteur :

1° n'est pas un employé de l'emprunteur;

2° si l'emprunteur est un indépendant personne physique, le prêteur n'est pas le conjoint ou le cohabitant légal de l'emprunteur; et

3° si l'emprunteur est une personne morale, le prêteur, de même que son conjoint ou son cohabitant légal, n'est pas directement ou indirectement, associé ou actionnaire de cette personne morale, ni n'est nommé ou n'agit en tant qu'administrateur, gérant, délégué à la gestion journalière, ou en tant que détenteur d'un mandat similaire au sein de cette personne morale, ni n'exerce, en tant que représentant permanent d'une autre société, un mandat d'administrateur, de gérant, de liquidateur ou une fonction analogue;

4° n'est pas emprunteur d'un autre prêt remplissant les conditions fixées dans le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE III. — Conditions de forme et règles relatives au prêt

Art. 4. § 1^{er}. Le prêt est subordonné, tant aux dettes existantes qu'aux dettes futures de l'emprunteur.

Le prêt a une durée fixe de quatre, six ou huit ans. Sans préjudice des hypothèses reprises au paragraphe 2, aucun remboursement anticipé, total ou partiel, du montant prêté en principal n'est effectué durant le prêt.

Le montant total en principal prêté dans le cadre d'un ou plusieurs prêts s'élève à 50.000 euros au maximum par prêteur.

Le montant total en principal, prêté à un emprunteur dans le cadre d'un ou de plusieurs prêts, s'élève à 100.000 euros au maximum par emprunteur.

Les intérêts dus par l'emprunteur sont payés aux dates d'échéances annuelles convenues sur la base d'un taux annuel fixe déterminé contractuellement. Ce taux d'intérêt n'est ni supérieur au taux légal en vigueur à la date de la conclusion du prêt, ni inférieur à la moitié du même taux légal.

La remise des fonds prêtés est postérieure au 1^{er} janvier 2016.

§ 2. Le prêteur peut, sur première demande, rendre le prêt callable par anticipation dans les cas suivants :

1° en cas de faillite, de réorganisation judiciaire, d'insolvabilité, ou de dissolution ou liquidation volontaire ou forcée de l'emprunteur;

2° lorsque l'emprunteur est un indépendant, en cas de cessation ou de cession forcées ou volontaires d'activité;

3° lorsque l'emprunteur est une personne morale, si cette personne morale est mise sous administration provisoire;

4° en cas d'arriérés de paiement de plus de trois mois des intérêts annuels du prêt.

Si l'emprunteur est un indépendant, le prêteur peut, en cas de décès de l'emprunteur, rendre le prêt callable par anticipation sur première demande auprès des héritiers légaux de l'emprunteur.

Art. 5. § 1^{er}. Le prêt est établi par acte sous seing privé, à l'aide d'un modèle fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les mentions qui y figurent impérativement.

L'acte est fait en trois originaux : un pour chaque partie et un pour l'instance visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

§ 2. Au plus tard à une date définie par le Gouvernement et selon les modalités arrêtées par lui, le prêteur adresse à l'instance désignée par le Gouvernement, une demande d'enregistrement du prêt. Le Gouvernement détermine les annexes accompagnants cette demande.

La date visée à l'alinéa 1^{er} ne peut pas être antérieure au 31 décembre 2017.

Les prêts, dont la demande d'enregistrement est envoyée dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} et à laquelle sont jointes les annexes requises, sont enregistrés.

L'instance visée à l'alinéa 1^{er} informe le prêteur et la Direction générale, selon des modalités définies par le Gouvernement, de l'enregistrement ou de l'impossibilité d'enregistrer.

§ 3. Lorsqu'il ne remplit plus l'une des conditions prescrites aux articles 3 et 4, § 1^{er}, du présent décret, ou par ses arrêtés d'exécution, le prêteur en informe l'instance visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, selon des modalités définies par le Gouvernement, dans les trois mois de la survenance de l'évènement à l'origine du non-respect de la condition.

L'instance visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en accuse réception et en informe la Direction générale.

§ 4. Lorsque le prêt est rendu callable à première demande en application de l'article 4, § 2, le prêteur en informe l'instance visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, dans les trois mois, selon des modalités définies par le Gouvernement.

L'instance visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en informe la Direction générale.

§ 5. Sans préjudice des habilitations qui précèdent, le Gouvernement arrête les conditions formelles et la procédure d'enregistrement du prêt.

CHAPITRE IV. — Destination du capital prêté dans le cadre du prêt

Art. 6. L'emprunteur affecte les fonds prêtés dans le cadre du prêt exclusivement à la réalisation de l'activité de son entreprise.

L'emprunteur ne prête pas les fonds empruntés à une personne morale, existante ou à constituer, dont lui-même, son conjoint ou son cohabitant légal est associé, actionnaire, administrateur, gérant, délégué à la gestion journalière ou détenteur d'un mandat similaire au sein de cette personne morale.

L'emprunteur n'investit pas les fonds empruntés dans le capital d'une personne morale, existante ou à constituer, dont lui-même, son conjoint ou son cohabitant légal est associé, actionnaire, administrateur, gérant, délégué à la gestion journalière ou détenteur d'un mandat similaire au sein de cette personne morale.

L'emprunteur n'utilise pas les fonds empruntés pour une distribution de dividendes ou pour l'acquisition d'actions ou parts, ni pour consentir des prêts.

CHAPITRE V. — Justification annuelle et contrôle

Art. 7. § 1^{er}. L'octroi et le maintien du crédit d'impôt, visé au Chapitre VI, est subordonné à la condition que le contribuable annexe, à sa déclaration à l'impôt sur les revenus, pour chaque période imposable pour laquelle il entend revendiquer le bénéfice du crédit d'impôt, l'ensemble des justificatifs requis.

Le Gouvernement arrête la nature et la forme des justificatifs visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Gouvernement définit les modalités de contrôle du respect du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. Il désigne les agents chargés de ce contrôle.

CHAPITRE VI. — *Dispositions fiscales*

Art. 8. § 1^{er}. Un crédit d'impôt est accordé au prêteur assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, tel que localisé dans la Région wallonne conformément à l'article 5/1, § 2, de la loi spéciale de financement.

§ 2. Le crédit d'impôt est calculé sur la base des montants prêtés dans le cadre d'un ou plusieurs prêts enregistrés, déduction faite des remboursements anticipés intervenus dans l'une des hypothèses visées à l'article 4, § 2.

§ 3. La moyenne arithmétique de tous les montants prêtés, en principal, dans le cadre d'un ou plusieurs prêts enregistrés, au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la période imposable, constitue l'assiette de calcul du crédit d'impôt.

La détermination de l'assiette de calcul tient compte des remboursements anticipés intervenus dans l'une des hypothèses visées à l'article 4, § 2. L'assiette de calcul s'élève à 50.000 euros au maximum par contribuable, étant entendu que la somme des prêts en cours, déduction faite des remboursements anticipés intervenus dans l'une des hypothèses visées à l'article 4, § 2, n'excède pas 50.000 euros pour la période imposable considérée.

§ 4. Le crédit d'impôt est de quatre pour cent de l'assiette visée au paragraphe 3, au cours des quatre premières périodes imposables à partir de celle de la conclusion du prêt.

Le crédit d'impôt est de deux virgule cinq pour cent au cours des éventuelles périodes imposables suivantes.

§ 5. Le crédit d'impôt est accordé pour la durée du prêt enregistré, à compter de l'exercice d'imposition se rapportant à la période imposable pendant laquelle le prêt a été conclu et au cours de laquelle une demande d'enregistrement, conforme aux exigences reprises à l'article 5, § 2, a été transmise à l'instance visée à cette même disposition.

Le prêteur conserve le bénéfice de l'avantage fiscal lorsque l'emprunteur se trouve dans l'une des situations visées à l'article 4, § 2, ou que celui-ci ne dispose plus, postérieurement à la conclusion du prêt, ni de son siège social ni d'un siège d'exploitation sur le territoire de la Région wallonne.

L'avantage fiscal est refusé pour la période imposable au cours de laquelle il n'est plus satisfait aux conditions prévues aux articles 3, 4 et 6 ou pour laquelle les justificatifs visés à l'article 7 font défaut, ne sont pas corrects, ou sont incomplets. Le report de l'avantage fiscal perdu aux années d'imposition suivantes est impossible.

L'avantage fiscal prend fin à partir de l'exercice fiscal suivant celui se rapportant à la période imposable au cours de laquelle le prêteur est décédé.

CHAPITRE VII. — *Sanctions*

Art. 9. L'emprunteur qui n'a pas respecté les conditions qui lui incombent en vertu des articles 3 et 4, § 1^{er}, du présent décret, ainsi que de ses arrêtés d'exécution, encourt une amende équivalente au crédit d'impôt concédé au prêteur pour chaque année au cours de laquelle les conditions n'étaient pas respectées.

Dans ce cas, l'emprunteur ne peut en outre être partie à un prêt Coup de Pouce durant une période de huit ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la constatation de l'infraction.

CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement et au plus tard le 30 septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 431 (2015-2016) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 avril 2016.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202432]

28. APRIL 2016 — Dekret — "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen) (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Die Region gewährt einen Steuerekredit im Sinne von Kapitel VI unter den in den Kapiteln II bis V aufgeführten Bedingungen.

Art. 2. Zur Anwendung vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° das Darlehen: Der Vertrag bezüglich eines verzinslichen Darlehens im Sinne der Artikel 1892 ff. des Zivilgesetzbuches, durch den der Darlehensgeber einem Darlehensnehmer Geldmittel zur Verfügung stellt gegen die Verpflichtung des Darlehensnehmers, diese zurückzuerstatten, und durch den Zinsen festgelegt werden;

2° Datum des Darlehensabschlusses: Datum der Zurverfügungstellung der Gelder;

3° Darlehensnehmer: Der KMB oder der Selbstständige, der im Rahmen seiner unternehmerischen oder beruflichen Tätigkeiten ein Darlehen aufnimmt;

4° der Darlehensgeber: die natürliche Person, die ein Darlehen außerhalb des Rahmens ihrer unternehmerischen oder beruflichen Tätigkeiten aufnimmt;

5° der Betrieb: Die Einheit im Sinne von Artikel 1 der Empfehlung der Kommission 2003/361/EG vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen sowie die natürlichen Personen, die denselben Bedingungen genügen;

6° der KMB: Das Kleinstunternehmen bzw. das kleine oder mittlere Unternehmen im Sinne der Empfehlung 2003/361/EG der Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen, unabhängig seiner Rechtsform, sowie die Selbstständigen, die denselben Bedingungen genügen;

7° der Selbstständige: die natürliche Person, die den in Artikel 3 § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbstständigen aufgeführten Bedingungen genügt;

8° die bestehenden Schulden: die vor dem Datum der Darlehensaufnahme feststehenden und fälligen Schulden;

9° der gesetzliche Zinssatz: Der in Artikel 2 des Gesetzes vom 5. Mai 1865 über das verzinsliche Darlehen definierte Zinssatz;

10° das Finanzierungssondergesetz: Das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

11° das Einkommensteuergesetzbuch: Das Einkommensteuergesetzbuch 1992 vom 10. April 1992;

12° die Generaldirektion: die operative Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

KAPITEL II — *Bedingungen in Bezug auf die Darlehensparteien*

Art. 3 - § 1. Das Darlehen wird zwischen zwei Parteien, nämlich einem einzigen Darlehensgeber und einem einzigen Darlehensnehmer abgeschlossen.

§ 2. An dem Tag des Darlehensabschlusses genügt der Darlehensnehmer folgenden Bedingungen:

1° er ist seit weniger als fünf Jahren bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen (Banque-Carrefour des Entreprises) oder bei einer Sozialsicherheitseinrichtung für Selbstständige registriert, wenn eine Registrierung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen nicht obligatorisch ist;

2° er hat einen Betriebssitz in der Wallonischen Region;

3° er übt keine Tätigkeit aus oder hat nicht als ausschließlichen oder hauptsächlichen Gegenstand:

a) die Erbringung von finanziellen Dienstleistungen zugunsten von Dritten;

b) die Tätigkeit von Geldanlagen;

c) die kollektive Kapitalanlage;

d) den Bau, Erwerb, die Verwaltung, Einrichtung, den Verkauf, die Vermietung von Immobiliengütern für eigene Rechnung oder das Halten von Beteiligungen in Gesellschaften mit ähnlichem Gegenstand;

e) eine Gesellschaft, in der Immobiliengüter oder andere dingliche Rechte auf solchen Gütern angelegt sind, von denen natürliche Personen, die ein Mandat oder Ämter im Sinne von Artikel 32, Absatz 1 Ziffer 1 des Einkommensteuergesetzbuches ausüben, ihr Ehepartner oder ihre Kinder, wenn diese Personen oder ihr Ehepartner das gesetzliche Benutzungsrecht des Einkommens Letzterer haben, den Genuss haben; und

4° er ist nicht Gegenstand eines kollektiven Zahlungsunfähigkeitsverfahrens und befindet sich nicht in den Bedingungen eines kollektiven Zahlungsunfähigkeitsverfahrens.

Wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist,

1° ist sie entweder eine Handelsgesellschaft, ungeachtet ob ihr Gesellschaftszweck zivil- oder handelsrechtlich ist, oder eine Vereinigung bzw. eine Stiftung im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen;

2° ist sie keine Gesellschaft, die gegründet wurde, um Geschäftsführungs- oder Verwaltungsverträge abzuschließen, oder die ihre meisten Gewinne aus Geschäftsführungs- oder Verwaltungsverträgen zieht;

3° ist sie nicht börsennotiert;

4° wurde sie nicht infolge einer Fusion oder Spaltung von Gesellschaften gegründet, und

5° hat noch keine Kapitalminderung oder keine Ausschüttung von Dividenden vorgenommen.

Die in Absatz 1, Ziffer 2 und 3 und in Absatz 2 Ziffer 1 bis 5 erwähnten Bedingungen müssen während der Laufzeit des Darlehens erfüllt sein.

§ 3. Am Datum des Darlehensabschlusses und während dessen Dauer erfüllt der Darlehensgeber die folgenden Bedingungen:

1° er ist kein Angestellter des Darlehensnehmers;

2° wenn der Darlehensnehmer ein Selbstständiger ist, der eine natürliche Person ist, ist der Darlehensgeber nicht der Ehepartner oder gesetzlich Zusammenwohnender des Darlehensnehmers; und

3° wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, ist der Darlehensgeber sowie sein Ehepartner oder gesetzlich Zusammenwohnender weder auf direkte oder indirekte Weise Gesellschafter oder Aktionär dieser juristischen Person, noch ist als Verwalter, Geschäftsführer, mit der täglichen Verwaltung Beauftragter oder als Inhaber eines ähnlichen Mandats innerhalb dieser juristischen Person ernannt bzw. als solcher handelt, noch übt er als ständiger Vertreter einer anderen Gesellschaft ein Mandat als Verwalter, Geschäftsführer, Liquidator oder ein ähnliches Amt aus;

4° er ist nicht Darlehensnehmer eines anderen Darlehens, das die in dem vorliegenden Dekret und dessen Ausführungserlassen festgesetzten Bedingungen erfüllt.

KAPITEL III — Formerfordernisse und Regeln bezüglich des Darlehens

Art. 4. § 1. Das Darlehen ist gegenüber bestehenden oder zukünftigen Schulden des Darlehensnehmers nachrangig.

Das Darlehen hat eine feste Dauer von vier, sechs oder acht Jahren. Unbeschadet der in § 2 genannten Hypothesen wird keine vorzeitige Gesamt- oder Teilrückzahlung des ausgeliehenen Kapitals während des Darlehens vorgenommen.

Der Gesamtbetrag des im Rahmen eines oder mehrerer Darlehen ausgeliehenen Kapitals beläuft sich auf höchstens 50.000 Euro pro Darlehensgeber.

Der Gesamtbetrag des einem Darlehensnehmer im Rahmen eines oder mehrerer Darlehen ausgeliehenen Kapitals beläuft sich auf höchstens 100.000 Euro pro Darlehensnehmer.

Die von dem Darlehensnehmer geschuldeten Zinsen werden aufgrund eines vertraglich festgesetzten jährlichen Satz an den vereinbarten jährlichen Fälligkeitsdaten gezahlt. Dieser Zinssatz ist weder höher als der am Tag des Darlehensabschlusses geltende gesetzliche Zinssatz noch niedriger als die Hälfte dieses gesetzlichen Zinssatzes.

Die Zurverfügungstellung der ausgeliehenen Gelder erfolgt nach dem 1. Januar 2016.

§ 2. Der Darlehensnehmer kann auf erster Anforderung das Darlehen vorzeitig abrufbar machen, und zwar in den folgenden Fällen:

1° bei einem Konkurs, einer gerichtlichen Reorganisation, bei einer Zahlungsunfähigkeit oder einer freiwilliger oder gezwungener Auflösung bzw. Liquidation des Darlehensnehmers;

2° wenn der Darlehensnehmer ein Selbstständiger ist, bei gezwungener oder freiwilliger Einstellung bzw. Veräußerung des Betriebs;

3° wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, wenn diese Person einer vorläufigen Verwaltung unterstellt ist;

4° bei ausstehender Zahlung von mehr als drei Monaten der jährlichen Zinsen des Darlehens.

Wenn der Darlehensnehmer ein Selbstständiger ist, kann der Darlehensgeber beim Ableben des Darlehensnehmers auf erster Anforderung das Darlehen vorzeitig abrufbar bei den gesetzlichen Erben des Darlehensnehmers machen.

Art. 5 - § 1. Das Darlehen wird privatschriftlich abgefasst anhand eines von der Regierung festgelegten Musters.

Die Regierung bestimmt die Angaben, die dabei unbedingt festzuhalten sind.

Es werden drei Urschriften ausgefertigt: Eine für jede einzelne Partei und eine für die in § 2 Absatz 1 genannte Instanz.

§ 2. Spätestens an einem von der Regierung bestimmten Datum und nach den von ihr festgelegten Modalitäten richtet der Darlehensgeber an die von der Regierung benannte Instanz einen Antrag auf Registrierung des Darlehens. Die Regierung bestimmt die diesem Antrag beizufügenden Anhänge.

Das in Absatz 1 genannte Datum darf nicht vor dem 31. Dezember 2017 liegen.

Die Darlehen, deren Antrag auf Registrierung innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist versandt wird und denen die erforderlichen Anhänge beigefügt werden, werden registriert.

Die in Absatz 1 erwähnte Instanz benachrichtigt den Darlehensgeber und die Generaldirektion nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten von der Registrierung oder von der unmöglichen Registrierung.

§ 3. Wenn der Darlehensgeber eine der in Artikel 3 und 4 § 1 des vorliegenden Dekrets oder in dessen Ausführungserlassen vorgeschriebenen Bedingungen nicht mehr erfüllt, setzt er nach von der Regierung bestimmten Modalitäten die in § 2 Absatz 1 erwähnte Instanz davon in Kenntnis, und dies innerhalb von drei Monaten ab Aufkommen des Ereignisses, das zur Nicht-Erfüllung der Bedingung geführt hat.

Die in § 2 Absatz 1 erwähnte Instanz bestätigt den Empfang und teilt es der Generaldirektion mit.

§ 4. Wird das Darlehen in Ausführung von Artikel 4 § 2 abrufbar auf erster Anforderung gemacht, dann teilt es der Darlehensgeber der in § 2 Absatz 1 genannten Instanz nach von der Regierung bestimmten Modalitäten binnen drei Monaten mit.

Die in § 2 Absatz 1 genannte Instanz unterrichtet die Generaldirektion davon.

§ 5. Unbeschadet der vorstehenden Berechtigungen legt die Regierung die Formvorschriften und das Verfahren zur Registrierung des Darlehens fest.

KAPITEL IV — *Bestimmung des im Rahmen des Darlehens verliehenen Kapitals*

Art. 6 - Der Darlehensnehmer verwendet die im Rahmen des Darlehens verliehenen Gelder ausschließlich für die Durchführung der Tätigkeit seines Betriebs.

Auf keinen Fall verleiht der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder an eine bestehende oder zu gründende juristische Person, bei der er selbst, sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner Gesellschafter, Aktionär, Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Beauftragter mit dem täglichen Geschäft oder Inhaber eines ähnlichen Mandats innerhalb dieser juristischen Person ist.

Auf keinen Fall investiert der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder in das Kapital einer bestehenden oder zu gründenden juristischen Person, bei der er selbst, sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner Gesellschafter, Aktionär, Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Beauftragter mit dem täglichen Geschäft oder Inhaber eines ähnlichen Mandats innerhalb dieser juristischen Person ist.

Auf keinen Fall verwendet der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder für die Ausschüttung von Dividenden oder für den Erwerb von Aktien bzw. Anteilen, oder für die Vergabe von Darlehen.

KAPITEL V — *Jährlicher Nachweis und Kontrolle*

Art. 7 - § 1. Die Gewährung und die Beibehaltung der in Kapitel VI erwähnten Steuergutschrift ist an die Bedingung geknüpft, dass der Steuerzahler seiner Einkommensteuererklärung für jeden Besteuerungszeitraum, für den er seinen Anspruch auf die Steuergutschrift geltend machen will, sämtliche erforderliche Belege beifügt.

Art und Form der in Absatz 1 erwähnten Belege werden durch die Regierung festgelegt.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Modalitäten zur Kontrolle der Einhaltung des vorliegenden Dekrets und dessen Ausführungserlasse. Sie benennt die Bediensteten, die mit dieser Kontrolle beauftragt werden.

KAPITEL VI — *Steuerrechtliche Bestimmungen*

Art. 8 - § 1. Es wird dem Darlehensgeber, der der Einkommensteuer der natürlichen Personen unterliegt und als solcher in der Wallonischen Region im Sinne von Artikel 5/1 § 2 des Sonderfinanzierungsgesetzes lokalisiert ist, eine Steuergutschrift gewährt.

§ 2. Berechnet wird die Steuergutschrift auf Basis der Beträge, die im Rahmen eines bzw. mehrerer registrierten Darlehen(s) verliehen wurden, unter Abzug der Beträge, die in einem der in Artikel 4 § 2 vorgesehenen Fällen vorzeitig zurückgezahlt worden sind.

§ 3. Das arithmetische Mittel der gesamten, im Rahmen eines bzw. mehrerer registrierten Darlehen(s) verliehenen Kapitalbeträge, zum 1. Januar und zum 31. Dezember des Besteuerungszeitraums, bildet die Berechnungsgrundlage der Steuergutschrift.

Bei der Ermittlung der Berechnungsgrundlage werden die Beträge in Betracht gezogen, die in einem der in Artikel 4 § 2 vorgesehenen Fälle zurückgezahlt worden sind. Die Berechnungsgrundlage beträgt maximal 50.000 Euro pro Steuerzahler, wobei vorausgesetzt wird, dass die Summe der ausstehenden Darlehen, unter Abzug der Beträge, die in einem der in Artikel 4 § 2 vorgesehenen Fällen vorzeitig zurückgezahlt worden sind, 50.000 Euro für den berücksichtigten Besteuerungszeitraum nicht überschreitet.

§ 4. Die Steuergutschrift entspricht vier Prozent der in § 3 genannten Grundlage in den ersten vier Besteuerungszeiträumen ab demjenigen, in dem das Darlehen abgeschlossen wurde.

Die Steuergutschrift entspricht zwei Komma fünf Prozent in den eventuell darauffolgenden Besteuerungszeiträumen.

§ 5. Die Steuergutschrift wird für die Laufzeit des registrierten Darlehens gewährt, und dies ab dem Steuerjahr, das sich auf den Besteuerungszeitraum bezieht, in dem das Darlehen abgeschlossen wurde und im Laufe dessen ein den in Artikel 5 § 2 aufgeführten Anforderungen entsprechender Antrag auf Registrierung an die in derselben Bestimmung erwähnte Instanz gerichtet wurde.

Der Darlehensgeber hat immer noch Anspruch auf den Steuervorteil, wenn der Darlehensnehmer sich in einer der in Artikel 4 § 2 beschriebenen Lagen befindet oder wenn dieser nach Abschluss des Darlehens seinen Gesellschaftssitz oder irgendeinen Betriebssitz nicht mehr auf dem Gebiet der Wallonischen Region hat.

Verweigert wird der Steuervorteil für den Besteuerungszeitraum, in dem es den Bedingungen von Artikel 3, 4 und 6 nicht mehr genügt wird oder für den die in Artikel 7 erwähnten Belege nicht vorliegen, nicht konform oder unvollständig sind. Die Übertragung des verlorenen Steuervorteils auf die folgenden Steuerjahre ist nicht möglich.

Der Steuervorteil verfällt ab dem Steuerjahr nach demjenigen, das sich auf den Besteuerungszeitraum bezieht, in dem der Darlehensgeber gestorben ist.

KAPITEL VII — *Strafmaßnahmen*

Art. 9 - Der Darlehensnehmer, der die aufgrund von Artikel 3 und 4 § 1 des vorliegenden Dekrets sowie dessen Ausführungserlasse ihm obliegenden Bedingungen nicht erfüllt hat, zieht sich eine Geldbuße zu, die der Steuergutschrift entspricht, die dem Darlehensgeber gewährt wurde, und dies für jedes Jahr, in dem die Bedingungen nicht erfüllt waren.

In diesem Fall darf der Darlehensnehmer außerdem kein "Coup de pouce" genanntes Anschubdarlehen abschließen, und dies während eines Zeitraums von acht Jahren ab dem 1. Januar des Jahres nach demjenigen, in dem der Verstoß festgestellt wurde.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmung*

Art. 10 - Das vorliegende Dekret tritt an einem von der Regierung festzusetzenden Datum, und spätestens am 30. September 2016 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. April 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—————
Note

(1) Sitzungsperiode 2015-2016

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 431 (2015-2016) Nr 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. April 2016

Diskussion

Abstimmung

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202432]

28 APRIL 2016. — Decreet. — Lening "Coup de Pouce" (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Het Gewest kent een belastingskrediet zoals bedoeld in Hoofdstuk VI onder de voorwaarden bepaald in de hoofdstukken II tot V toe.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de lening : de overeenkomst voor een lening op interest, in de zin van de artikelen 1892 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, waarbij een kredietgever aan een kredietnemer geldmiddelen ter beschikking stelt onder de verbintenis van terugbetaling door de kredietnemer en waarbij interesten worden bepaald;

2° de datum waarop de lening wordt gesloten; de datum waarop de geldmiddelen ter beschikking worden gesteld;

3° de kredietnemer : de KMO of de zelfstandige die, in het kader van zijn bedrijfs- of beroepsactiviteiten, een kredietovereenkomst sluit;

4° de kredietgever : de natuurlijke persoon die, buiten het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten, een lening sluit;

5° de onderneming : de eenheid in de zin van artikel 1 van Aanbeveling 2003/361/EG van de Europese Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen alsook de natuurlijke personen die dezelfde voorwaarden vervullen;

6° de KMO : de kleine, middelgrote of micro-onderneming in de zin van Aanbeveling 2003/361/EG van de Europese Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen, ongeacht haar rechtsvorm, alsook de zelfstandigen die dezelfde voorwaarden vervullen;

7° de zelfstandige : de natuurlijke persoon die de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen vervult;

8° de bestaande schulden : de schulden die vaststaand en opeisbaar waren voor de datum waarop de lening gesloten werd;

9° de wettelijke rentevoet : de rentevoet, omschreven in artikel 2 van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest;

10° de bijzondere financieringswet : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

11° het Wetboek van de Inkomstenbelastingen; het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 van 10 april 1992;

12° het directoraat-generaal : het Operationele directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden betreffende de partijen bij de lening*

Art. 3. § 1. De lening wordt gesloten tussen twee partijen, een unieke kredietgever en een unieke kredietnemer.

§ 2. Op de datum waarop de lening wordt gesloten, moet de kredietnemer aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hij is sinds minstens vijf jaar ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of bij een organisme voor de sociale zekerheid van de zelfstandigen als een inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen niet verplicht is;

2° hij heeft een maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest;

3° hij oefent geen activiteit uit of heeft geen doel dat uitsluitend of hoofdzakelijk bestaat :

a) in de dienstverrichtingen van financiële aard ten gunste van derden;

b) in het verrichten van geldbeleggingen;

c) in het gemeenschappelijk beleggen van kapitaal;

d) in de oprichting, de verwerving, het beheer, de verbouwing, de verkoop of de verhuur van vastgoed voor eigen rekening of het bezit van deelnemingen in vennootschappen met een soortgelijk doel;

e) in een vennootschap waarin onroerende goederen of andere zakelijke rechten met betrekking tot dergelijke goederen zijn ondergebracht, waarvan natuurlijke personen die een opdracht of functies als bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen uitoefenen, hun echtgenoot of hun kinderen wanneer die personen of hun echtgenoot het wettelijk genot van de inkomsten van die kinderen hebben, het gebruik hebben; en

4° hij maakt niet het voorwerp uit van een collectieve insolventieprocedure en hij bevindt zich niet in de voorwaarden van een collectieve insolventieprocedure.

Bovendien, indien de kredietnemer een rechtspersoon is, vervult hij de volgende voorwaarden :

1° hij is, ofwel een vennootschap die de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen, ongeacht of zijn doel burgerlijk of commercieel is, ofwel een vereniging of een stichting in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° hij is geen vennootschap die is opgericht met het oog op het afsluiten van een management- of bestuurdersovereenkomst of die haar voornaamste bron van inkomsten haalt uit management- of bestuurdersovereenkomsten;

3° hij is een niet-beursgenoteerde vennootschap;

4° hij is niet opgericht in het kader van een fusie of splitsing van vennootschappen; en

5° hij heeft nog geen kapitaalvermindering doorgevoerd of dividenden uitgekeerd.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, en in het tweede lid, 1° tot 5°, worden tijdens de duur van de lening vervuld.

§ 3. Op de datum waarop de lening wordt gesloten en tijdens de duur ervan moet de kredietgever aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° hij is geen werknemer van de kredietnemer;

2° als de kredietnemer een zelfstandige is, dan mag de kredietgever niet de echtgenoot of de wettelijk samenwonende partner van de kredietnemer zijn; en

3° als de kredietnemer een rechtspersoon is, mag de kredietgever alsook zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, niet rechtstreeks of onrechtstreeks venoot of aandeelhouder zijn van die rechtspersoon, noch benoemd zijn of optreden als bestuurder, zaakvoerder of verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer of als houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon; hij mag ook niet als vaste vertegenwoordiger van een andere vennootschap een opdracht als bestuurder, zaakvoerder, vereffenaar of een gelijksoortige functie uitoefenen;

4° hij is geen kredietnemer bij een andere lening die voldoet aan de voorwaarden bepaald in dit decreet of in de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK III. — *Vormvoorwaarden en voorschriften betreffende de lening*

Art. 4. § 1. De lening is achtergesteld zowel ten aanzien van de bestaande als van de toekomstige schulden van de kredietnemer.

De lening heeft een looptijd van vier, zes of acht jaar. Onverminderd de hypothezen vermeld in § 2 wordt geen vervroegde, totale of gedeeltelijke terugbetaling van het geleende bedrag in hoofdsom tijdens de lening verricht.

Het totale bedrag, in hoofdsom, dat in het kader van een of meer leningen uitgeleend wordt, bedraagt ten hoogste 50.000 euro per kredietgever.

Het totale bedrag, in hoofdsom, dat in het kader van een of meer leningen aan een kredietnemer uitgeleend wordt, bedraagt ten hoogste 100.000 euro per kredietnemer.

De interesten die de kredietnemer verschuldigd is, worden betaald op de overeengekomen vervaldagen op grond van een jaarlijkse rentevoet die contractueel wordt vastgelegd. Die rentevoet mag niet hoger zijn dan de wettelijke rentevoet die van kracht is op de datum waarop de lening gesloten wordt, en mag niet lager zijn dan de helft van dezelfde wettelijke rentevoet.

De geldmiddelen worden na 1 januari 2016 ter beschikking gesteld.

§ 2. De kredietgever kan op eerste verzoek de lening vervroegd opeisbaar stellen in de volgende gevallen :

1° in geval van faillissement, gerechtelijke reorganisatie, kennelijk onvermogen, of vrijwillige of gedwongen ontbinding of vereffening van de kredietnemer;

2° als de kredietnemer een zelfstandige is, in geval hij zijn activiteit vrijwillig stopzet of overdraagt;

3° als de kredietnemer een rechtspersoon is, ingeval die rechtspersoon onder voorlopig bewindvoerder geplaatst wordt;

4° in geval van een achterstand van meer dan drie maanden in de betaling van de jaarlijkse interesten van de lening.

Als de kredietnemer een zelfstandige is, kan de kredietgever, in geval van overlijden van de kredietnemer, de lening op eerste verzoek vervroegd opeisbaar stellen bij de wettelijke erfgenamen van de kredietnemer.

Art. 5. § 1. De lening wordt in een onderhandse of authentieke akte aan de hand van een door de Regering bepaald model vastgesteld.

De Regering bepaalt de gegevens die er absoluut vermeld moeten worden.

De akte wordt in drie originele documenten opgemaakt : één voor elke partij en één voor de in § 2, eerste lid, bedoelde instantie.

§ 2. Uiterlijk op een datum vastgesteld door de Regering en volgens de door haar bepaalde modaliteiten richt de kredietgever een aanvraag tot registratie van de lening aan de door de Regering aangewezen instantie. De Regering bepaalt de bijlagen bij deze aanvraag.

De in het eerste lid bedoelde datum mag niet van vóór 31 december 2017 dateren.

De leningen waarvan de registratieaanvraag binnen de in het eerste lid bedoelde termijn wordt gezonden en waarbij de vereiste bijlagen worden gevoegd, worden geregistreerd.

De in het eerste lid bedoelde instantie brengt de kennisgever en het directoraat-generaal volgens modaliteiten bepaald door de Regering op de hoogte van registratie of de onmogelijkheid om te registreren.

§ 3. Wanneer hij één van de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 en 4, § 1, van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, niet meer vervult, stelt de kredietgever de in § 2, eerste lid, bedoelde instantie in kennis daarvan volgens modaliteiten bepaald door de Regering binnen drie maanden na het voorkomen van het evenement dat aan de basis ligt van de niet-naleving van de voorwaarde.

De in § 2, eerste lid, bedoelde instantie bericht ontvangst daarvan en informeert het directoraat-generaal daarover.

§ 4. Wanneer de lening op eerste verzoek overeenkomstig artikel 4, § 2, vervroegd opeisbaar gesteld wordt, informeert de kredietgever de in § 2, eerste lid, bedoelde instantie daarover binnen drie maanden volgens modaliteiten bepaald door de Regering.

De in § 2, eerste lid, bedoelde instantie informeert het directoraat-generaal daarover.

§ 5. Onverminderd de bovenvermelde machtigingen bepaalt de Regering de formele voorwaarden en de procedure voor de registratie van de lening.

HOOFDSTUK IV. — *Bestemming van het kapitaal dat in het kader van de lening wordt geleend*

Art. 6. De kredietnemer gebruikt de in het kader van de lening geleende of ter beschikking gestelde middelen uitsluitend voor ondernemingsdoeleinden.

De kredietnemer leent de geleende geldmiddelen niet aan een bestaande of op te richten rechtspersoon waarvan hijzelf, zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, venoot, aandeelhouder, bestuurder, zaakvoerder, verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer of houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon is.

De kredietnemer investeert de geleende geldmiddelen niet in het kapitaal van een bestaande of op te richten rechtspersoon waarvan hijzelf, zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, venoot, aandeelhouder, bestuurder, zaakvoerder, verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer of houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon is.

De kredietnemer gebruikt niet de geleende geldmiddelen voor een verdeling van dividenden of voor de aankoop van acties of aandelen, noch voor het toestaan van een lening.

HOOFDSTUK V. — *Jaarlijkse bewijslevering en controle*

Art. 7. § 1. De toekenning en de handhaving van het belastingskrediet zoals bedoeld in Hoofdstuk VI is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de belastingplichtige het geheel van de vereiste bewijzen bij zijn belastingaangifte voegt voor elke periode waarvoor hij het voordeel van het belastingskrediet wil eisen.

De Regering bepaalt de aard en de vorm van de in het eerste lid bedoelde bewijzen.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de controle op de naleving van dit decreet en van uitvoeringsbesluiten. Ze wijst de met die controle belaste ambtenaren aan.

HOOFDSTUK VI. — *Fiscale bepalingen*

Art. 8. § 1. Een belastingkrediet wordt toegekend aan de kredietgever onderworpen aan de personenbelasting, zoals gelokaliseerd in het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 5/1, § 2, van de Bijzondere Financieringswet.

§ 2. Het belastingkrediet wordt berekend op basis van de bedragen uitgeleend in het kader van meerdere geregistreerde leningen, na aftrek van de vroegtijdige terugbetalingen verricht in één van de hypothezen bedoeld in artikel 4, § 2.

§ 3. Het rekenkundig gemiddelde van alle bedragen, in hoofdsom, die in het kader van één of meerder geregistreerde leningen op 1 januari en 31 december van het belastbare tijdperk zijn uitgeleend, wordt als berekeningsgrondslag van het belastingkrediet genomen.

De vaststelling van de berekeningsgrondslag houdt rekening met de de vroegtijdige terugbetalingen verricht in één van de hypothezen bedoeld in artikel 4, § 2. De berekeningsgrondslag bedraagt maximum 50.000 euro per belastingplichtige met dien verstande dat de som van de leningen, na aftrek van de vroegtijdige terugbetalingen verricht in één van de hypothezen bedoeld in artikel 4, § 2, voor het betrokken belastbare tijdperk niet hoger is dan 50.000 euro.

§ 4. Het belastingkrediet is vier procent van de in § 3 bedoelde grondslag in de loop van de vier eerste belastbare tijdperken vanaf het tijdperk waarin de lening is gesloten.

Het belastingkrediet is 2,5 % tijdens de eventuele volgende belastbare tijdperken.

§ 5. Het belastingkrediet wordt toegestaan voor de looptijd van de geregistreerde lening, te beginnen met het aanslagjaar dat verbonden is aan het belastbare tijdperk waarin de lening werd gesloten en waarin een registratieaanvraag die overeenstemt met de in artikel 5, § 2, vermelde eisen, overgemaakt is aan de instantie bedoeld bij deze bepaling.

De kredietgever behoudt het fiscale voordeel wanneer de kredietnemer zich in één van de in artikel 4, § 2, bedoelde toestanden bevindt of wanneer hij na het sluiten van de lening niet meer over zijn maatschappelijke zetel, noch over een bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikt.

Het fiscale voordeel wordt ontzegd voor het belastbare tijdperk waarin de in de artikelen 3, 4 en 6 bedoelde voorwaarden niet meer vervuld worden of waarvoor de in artikel 7 bedoelde bewijzen ontbreken, niet correct zijn, of onvolledig zijn. Er is geen mogelijkheid tot overdracht van het gederfde fiscale voordeel naar volgende aanslagjaren.

Het fiscale voordeel vervalt vanaf het volgende aanslagjaar dat verbonden is met het belastbare tijdperk waarin de kredietgever overleden is.

HOOFDSTUK VII. — *Sancties*

Art. 9. De kredietnemer die de voorwaarden waaraan hij krachtens de artikelen 3 en 4, § 1, van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan onderworpen is, niet heeft vervuld, loopt een boete op gelijk aan het belastingkrediet toegekend aan de kredietgever voor elk jaar waarin de voorwaarden niet waren vervuld.

In dit geval mag de kredietnemer bovendien niet in aanmerking komen voor een lening "Coup de Pouce" tijdens een periode van acht jaar te rekenen van 1 januari van het jaar volgend op het jaar van de vaststelling van de overtreding.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering te bepalen datum en uiterlijk op 30 september 2016. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 28 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016
Stukken van het Waalse Parlement 431 (2015-2016) nrs 1 tot 6.
Volledig verslag, openbare zitting van 27 april 2016.
Bespreking.
Stemming.